

Sous la direction de  
OLIVIER FILLIEULE, ÉRIC AGRIKOLIANSKY ET ISABELLE SOMMIER

## Penser les mouvements sociaux

Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines

LA SOCIOLOGIE DES MOUVEMENTS SOCIAUX constitue aujourd'hui un champ bien distinct des sciences sociales, à l'intersection de la science politique, de la sociologie et de l'histoire. Les turbulentes années 1960 lui ont servi de tremplin aux États-Unis en replaçant la question du conflit social au cœur de démocraties qui avaient voulu l'oublier et en offrant aux chercheurs de multiples terrains pour l'étudier *in vivo*. L'intérêt pour la contestation a été plus tardif et moins soutenu en Europe et l'ensemble des analyses, éclaté, reste secondaire par rapport aux écoles américaines.

Aujourd'hui pourtant, la sociologie française des mouvements sociaux possède des traits distinctifs que ce livre propose d'explorer : recours aux instruments de la sociologie critique, méfiance à l'égard des méthodes positivistes au profit de méthodes plus artisanales privilégiant le suivi approfondi de la vie du groupe protestataire et l'interrogation sur les motivations de ses membres, développement des recherches sur des univers autres qu'occidentaux, sur les mouvements dits de « sans » et l'altermondialisme, mais aussi plus récemment sur les conflits du travail et l'action syndicale, permettant ainsi le dialogue avec des disciplines proches comme celles portant sur les groupes d'intérêt ou la construction des problèmes publics.

Cet ouvrage vise ainsi à rendre compte de l'évolution de la sociologie des mouvements sociaux et de l'originalité des travaux français en offrant à la fois un regard critique sur ce champ de recherche et des pistes d'investigation sur ses angles morts comme les logiques de l'engagement individuel ou la place des émotions dans le militantisme.

■ *Les directeurs: Olivier Fillieule est professeur de sociologie politique, directeur de l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) de l'université de Lausanne, membre du Centre de recherche sur l'action politique de l'université de Lausanne (Crapul) et directeur de recherche au CNRS. Éric Agrikoliansky est maître de conférences en science politique à l'université Paris-Dauphine et membre de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO). Isabelle Sommier est professeure de sociologie à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.*

■ *Les auteurs: Didier Chabanet, Jean-Gabriel Contamin, Marco Giugni, Lilian Mathieu, Erik Neveu, Michel Offerlé, Emmanuel Pierru, Bernard Pudal, Johanna Siméant, Michael Voegli.*

# Penser les ■ mouvements sociaux

Conflits sociaux  
et contestations dans les sociétés  
contemporaines

Sous la direction de

OLIVIER FILLIEULE  
ÉRIC AGRIKOLIANSKY  
ISABELLE SOMMIER

9. Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux <i>Isabelle Sommier</i>	185
10. « Quatre pattes oui, deux pattes, non ! » L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social <i>Michael Voegtle</i>	203
11. Les usages protestataires du droit <i>Eric Agrikoliansky</i>	225
12. Médias et protestation collective <i>Erik Neveu</i>	245
13. Histoires de protestations <i>Michel Offèrlé</i>	265
Bibliographie générale	283
Liste des auteurs	329

## Introduction

---

La sociologie des mouvements sociaux constitue aujourd'hui un champ bien distinct des sciences sociales, à l'intersection de la science politique, de la sociologie et de l'histoire contemporaine et moderne, avec ses manuels et ses recueils de textes, ses revues, ses sections spécialisées au sein des associations professionnelles de science politique et de sociologie.

En France, l'extension de ce domaine d'études a été particulièrement remarquable depuis le début des années 1990. On ne compte plus dans ce domaine le nombre d'articles et de dossiers thématiques dans les revues, d'ouvrages en nom propre ou collectifs, de thèses soutenues et en cours, de manuels et de synthèses... Pourquoi, dès lors, un ouvrage de plus ?

En tout premier lieu, parce que si celui-ci propose une synthèse de l'immense littérature consacrée à l'action collective protestataire et aux mouvements sociaux, notamment du paradigme devenu dominant de la « *contentious politics* » [McAdam, Tarrow, Tilly, 2001, p. 14], il ne se limite pas à cela. Il vise à constituer tout à la fois un guide pour s'orienter dans une masse de travaux et de débats devenus foisonnants, et de ce fait difficilement accessibles, mais aussi un outil pour en dépasser les apories. En témoigne le choix d'associer aux entrées thématiques correspondant à « l'agenda classique » défini par les tenants de ce paradigme, des questionnements moins attendus mais centraux pour l'évolution de la discipline. En témoigne aussi la volonté d'articuler dans chaque chapitre thématique une présentation des travaux classiques sur le sujet, et une réflexion critique sur leurs limites et sur les conditions de leur dépassement.

La publication de cet ouvrage intervient en effet à un moment où le paradigme dominant marque le pas. Si le développement, depuis les

années 1970 et 1980, d'un ensemble de travaux fondés sur des concepts partagés et cohérents mais aussi des outils méthodologiques communs [Klandermans, Staggenborg, 2002], a constitué une condition indispensable à l'émergence de cette sous-discipline, l'évolution de la « science normale » au sein de ce « paradigme » paraît aujourd'hui avoir atteint ses limites. D'abord, parce que comme tout paradigme [Kuhn, 1983], le modèle proposé par les tenants de la « *contentious politics* » a intégré depuis deux décennies toutes les critiques sans se réformer en profondeur. Il est devenu une sorte de monstre proliférant absorbant les productions dissidentes, dont l'unité tient plus à la force des institutions qui le structurent qu'à la cohérence du programme de recherche et des outils théoriques qu'il promet. Dans ce cadre, la survie des concepts clés (opportunités politiques, organisations et ressources, cadrages, répertoire d'action) se réalise de plus en plus au prix de la généralisation de leur signification, de la diminution de leur capacité à expliquer les phénomènes protestataires et surtout à faire surgir de nouvelles questions de recherche. Est-on alors à la veille d'une nouvelle révolution scientifique qui verrait l'avènement d'un nouveau paradigme ? Sans doute pas et une telle substitution n'est guère souhaitable. Que gagnerait-on en effet à remplacer un agenda de recherches par un autre promis à terme à la même clôture autour d'une gamme tout aussi limitée de concepts dont la valeur résidera moins dans leur force explicative que dans leur plasticité ? Plusieurs indices suggèrent heureusement qu'on s'achemine moins vers un nouveau paradigme cohérent que vers une approche hybride et multicentrée (Smelser parle de « *hybrid subfield* » [2003] à propos de la sociologie des mouvements sociaux) fondée sur une variété d'ancrages disciplinaires dont la structure et le contenu de cet ouvrage tentent de rendre compte. Cette fragmentation que déplorent McAdam, Tarrow, Tilly [2007] des agendas de recherches, des méthodes, des systèmes conceptuels mobilisés et de leurs ancages disciplinaires, constitue en effet à nos yeux plus une chance qu'une menace. Elle est la meilleure manière de lutter contre la tendance à l'enfermement disciplinaire qui caractérise sans doute nombre de travaux consacrés aux mouvements sociaux et se traduit trop souvent par l'ésotérisme de la langue et des concepts, par la routinisation et la clôture des bibliographies et des références mobilisées, dont les effets de méconnaissance et d'aveuglement ne peuvent qu'être néfastes. Au stade de professionnalisation et d'autonomisation où est parvenue une sociologie des mouvements sociaux qui n'a plus besoin de s'enfermer pour exister, il est temps de replacer au fronton de ses principes méthodologiques cette mise en garde de Peter Berger [2006], selon laquelle :

En vérité, une bonne part de ce qui passe pour de la sociologie mérite le qualificatif de barbare, si l'on entend par là une ignorance de l'histoire et de la philosophie, une expertise étroite et dépourvue d'horizons plus larges, un souci de technicité et une absence complète de sensibilité littéraire.

Cette nécessité d'ouverture et de décloisonnement se traduit en particulier ici par la volonté de rendre compte de la diversité et de l'originalité de la sociologie française des mouvements sociaux, laquelle est bien sûr fortement arrimée à la littérature anglo-saxonne mais s'en distingue aussi à la fois par des apports théoriques, méthodologiques, et des choix de terrain originaux. Dans les années 1990 en effet, dans le sillage de la perte d'influence de la sociologie tourai-nienne, la recherche française sur les mobilisations s'est d'abord reconstruite à partir de la découverte et de l'importation des travaux anglo-saxons alors en plein développement. Mais à partir du moment où le succès de ce domaine de recherche s'est traduit par l'investissement de chercheurs et chercheuses de plus en plus nombreux, les effets structurants du paradigme dominant se sont affaiblis au profit d'approches de plus en plus originales, principalement dans l'espace de la science politique.

Si bien qu'aujourd'hui, sans aller jusqu'à parler d'école française de la sociologie des mouvements sociaux, l'on peut aisément discerner des traits originaux de recherche qui se distinguent de l'immense littérature produite Outre-Atlantique : recours aux instruments de la sociologie critique ; méfiance à l'égard des modes positivistes d'administration de la preuve et de construction de l'argumentation ; renouveau de la sociologie du militantisme et de l'engagement individuel ; décloisonnement des terrains canoniques et développement des recherches sur des univers autres qu'occidentaux ; foisonnement des études sur les mouvements dit de « sans », mais aussi plus récemment sur les conflits du travail et l'action syndicale ; dialogues avec les recherches portant sur les groupes d'intérêts, la construction des problèmes publics et les usages protestataires des canaux institutionnels d'expression (comme le droit).

Il faut en particulier souligner la particularité des approches développées en France en termes de méthodes. D'une part, domine une saine prudence à l'égard des simplifications abusives d'un comparatisme stratosphérique qui en finit par perdre de vue le poids des contextes historiques, sociaux, culturels, économiques dans lesquels s'ancrent les mouvements sociaux. Les nombreux travaux français référencés ici montrent bien que l'on en apprend plus sur la dynamique des protestations et de l'action collective à partir d'études de cas approfondies qu'en constituant de vastes bases de données qui risquent de vider

de leur sens les facteurs explicatifs retenus. Face à l'industrie lourde de la recherche anglo-saxonne, la dimension encore structurellement artisanale des recherches françaises, qui conduit à privilégier le qualitatif au quantitatif, n'est pas un handicap, mais au contraire un atout. Elle offre d'explorer réellement de nombreuses pistes esquissées en théorie mais peu investies en pratique, faute d'outils méthodologiques adéquats : la logique des trajectoires militantes, les émotions et les affects, les procédures d'attribution de sens, individuelles ou collectives, la dynamique des événements, et les interactions de face-à-face qui constituent la trame de la protestation. Le développement d'un ensemble de travaux qui, aux États-Unis ou en Europe, commencent aussi à s'imposer dans cette perspective et ce en harmonie avec les recherches françaises, manifeste que c'est sans doute dans ce renouveau méthodologique que réside la plus fructueuse direction de recherche pour l'avenir.

Les enquêtes menées en France sur le mouvement dit altermondialiste illustrent particulièrement bien cette originalité dans l'analyse des mouvements sociaux. Tout d'abord dans les méthodes employées qui, sans systématiquement sacrifier à l'impératif scientifique anglo-saxon des questionnaires quantitatifs et traitements statistiques, ont investi massivement dans le qualitatif. La première enquête conduite sur le sujet, lors de la mobilisation anti-G8 d'Évian au printemps 2003 et du second Forum social européen l'automne suivant [Agrikoliansky, Sommier, 2005], a ainsi mixé les deux méthodologies, d'un côté par l'administration d'un questionnaire aux participants visant à dégager leur trajectoire militante et visions du monde [Fillieule, Blanchard *et al.*, 2004], de l'autre par une série de dispositifs : la conduite d'entretiens avant et après l'événement auprès des responsables des organisations les plus investies afin de comprendre ce qui les avaient poussées à s'y investir, ce qu'elles en attendaient et ce qu'elles en tiraient, mais aussi la place particulière que pouvaient avoir en leur sein les promoteurs du « tournant transnational » ; le suivi du processus d'organisation à différents échelons (réunions préparatoires, assemblées européennes et noyau exécutif) ; l'ethnographie d'une cinquantaine de débats centrée sur l'observation des modalités d'organisation de la prise de parole publique et de ses registres. Une autre piste méthodologique a consisté dans l'approche généalogique visant à reconstruire les filons idéologiques du mouvement altermondialiste et comprendre les transformations internes à chacune de ses composantes afin de cartographier le champ multi-organisationnel ; piste d'abord poursuivie à l'échelle nationale [Agrikoliansky, Fillieule, Mayer, 2005] puis à l'échelle continentale avec plusieurs collègues européens [Sommier, Fillieule, Agrikoliansky, 2008].

La singularité de ces recherches réside également, et peut-être plus, dans l'entreprise de déconstruction de ce qui était tenu pour évident, en particulier le caractère nouveau et transnational du mouvement altermondialiste. La prétendue nouveauté a d'abord été interrogée par la perspective généalogique ainsi que par l'enquête portant sur le Forum social européen de 2003 et ses principaux résultats. Elles ont en effet mis en évidence les logiques organisationnelles d'investissement dans le « transnational » au regard de la recomposition de l'espace des mouvements sociaux [Mathieu, 2007] opérée dans notre pays depuis l'arrivée de François Mitterrand à la présidence, mais aussi le profil singulier de ceux qui l'ont porté, les fameux passeurs (*brokers* en langue anglaise) du redéploiement des organisations de solidarité internationale [Agrikoliansky, 2005a], les *outsiders* du mouvement syndical [Bruneau, 2005, 2006 ; Sommier, 2003] ou encore interrogé l'attractivité exercée par le mouvement sur les jeunes Allemands et Français [Jossin, 2008]. L'enquête empirique lors du FSE a par ailleurs mis au jour les longues carrières militantes des participants reconstituées minutieusement de sorte à établir des pôles de militance [Fillieule, Blanchard, 2005].

Cette réinscription du mouvement dans une configuration historique et nationale singulière a en soi interrogé son caractère transnational. D'abord par la mise en évidence des enjeux qui conduisent une organisation mais aussi, en son sein, des acteurs particuliers, à se projeter dans l'international et à s'y professionnaliser, ou à réécrire des luttes locales à l'aune de la « bataille contre le néolibéralisme » comme a réussi à le faire par exemple un José Bové sur l'affaire de l'embargo du roquefort et fournir ainsi au « mouvement » quelques-unes de ses pages et dates fondatrices [Bruneau, 2006].

Ces travaux pouvaient cependant prêter le flanc à la critique pour franco-centrisme ou pour inférer des généralités à partir du cas peut-être particulier de notre pays. C'est pourquoi ces hypothèses ont été testées à l'échelle européenne [Sommier, Fillieule, Agrikoliansky, 2008]. La comparaison a fait tomber une troisième certitude, celle d'UN mouvement altermondialiste, pour à l'inverse souligner la variété des pionniers dans chacun des pays étudiés : les « nouveaux mouvements sociaux » en Allemagne, les OSI (Organisations de solidarité internationale) et les mouvements environnementaux en Grande-Bretagne, les nouveaux syndicats en France et en Italie, etc. Elle a aussi révélé quelques traits politiques nationaux communs à l'investissement dans la nouvelle cause – en particulier la déception pour les expériences de la gauche au pouvoir, voire le divorce entre celle-ci et la gauche mouvementiste – et d'autres propres comme les effets produits par la

réunification de l'Allemagne sur le secteur associatif ou la crise de la République italienne. Dans un dernier temps, les logiques d'import-export de la forme forum ont été étudiées à partir d'une enquête conduite en amont et lors du Forum social mondial tenu à Nairobi en janvier 2007 [Pommerolle, Siméant, 2008 et 2009].

Du constat fait précédemment des apories de la *contentious politics* et de la contribution spécifique de la recherche française, illustrée ici par l'exemple du mouvement altermondialiste, découle la logique de ce livre.

Le modèle de la *contentious politics* repose sur trois dimensions que McAdam, McCarthy et Zald [1996a] ont tenté de formaliser à la fin des années 1990. Trois « piliers conceptuels », appréhendés chacun au moyen d'un appareil théorique spécifique, que sont leurs ressources et structures organisationnelles (étudiées dans une perspective de mobilisation des ressources, et désignées par l'appellation *mobilizing structures*), leur environnement institutionnel appréhendé par la structure des opportunités politiques (*political opportunity structure*) et les références cognitives et registres de discours de leurs militants (abordés au travers de la *frame analysis*). À cette colonne vertébrale s'ajoutent d'une part le puissant concept de répertoire d'action, forgé dès 1977 par Charles Tilly, et celui de cycle de mobilisation mis en forme par Sidney Tarrow à la fin des années 1980 ; d'autre part, les questionnements contemporains sur la transnationalisation (en lien avec les questions de diffusion) et les conséquences des mouvements. Les sept premiers chapitres du livre exposent le contenu de ces piliers, en interrogent la consistance, non pas pour les invalider systématiquement (l'essentiel de nos connaissances s'y rapportent !), mais pour les sortir d'un usage routinier, voire paresseux, et en dépasser les inévitables limites.

Emmanuel Pierru s'attaque au couple conceptuel organisations et ressources. Il revient d'abord sur les conditions et les formes prises par l'importation dans le champ de la sociologie des mouvements sociaux de questionnements canoniques de la sociologie des organisations (autour, par exemple, de la loi d'airain de l'oligarchie ou encore des formes de la régulation de l'action organisée) et des sciences économiques (le modèle entrepreneurial de la mobilisation des ressources), avant de rendre compte d'un ensemble récent de changements de perspectives, lesquels débouchent sur une attention plus grande à la diversité des formes et des répertoires organisationnels, à l'observation de ce qui se joue, *in situ*, au cœur des relations de pouvoir, soulignant ainsi les proximités oubliées entre la sociologie interactionniste et la sociologie des organisations [Gerth, Mills, 1954 ; March, Simon, 1999 ; Lambelet, Voegtli, 2009].

Lilian Mathieu discute le concept de structure des opportunités politiques (SOP), lequel procède d'un élargissement des perspectives, initialement seulement centrées sur les organisations et les ressources, et plus précisément d'une intégration de la dimension proprement politique des phénomènes contestataires. Il montre d'abord comment la SOP a donné lieu à de nombreuses et fructueuses recherches, devenant rapidement un concept central dans le champ, pour en venir ensuite aux vigoureuses critiques qu'elle a suscité et aux pistes aujourd'hui proposées dans la littérature pour sortir des apories de ce vrai-faux concept.

Les travaux consacrés à la place des cadres de perception et des luttes de sens dans la détermination des conditions de l'action collective ont beaucoup contribué à la fin des années 1980 à l'amendement du concept de SOP. Jean Gabriel Contamin souligne ainsi les effets salutaires de ces recherches qui, en important dans le champ des mouvements sociaux des questionnements et des instruments forgés pour partie par la psychosociologie, invitent, contre l'omnipotence des modèles structurels d'explication, à prendre en compte les facteurs idéels et subjectifs de la participation et le travail de construction de sens engagé par toutes les parties prenantes à une mobilisation collective. Mais là encore, ce troisième volet du triptyque conceptuel de la *contentious politics* a fait l'objet de nombreuses critiques, lesquels conduisent *in fine* à questionner les principes même de cette approche pour déboucher sur un ensemble de propositions alternatives, permettant d'étudier les luttes de sens dans les mobilisations collectives. Ces critiques se concentrent sur le biais stratégiste de la *frame analysis* et lui reprochent tout à la fois de sous-estimer, de surestimer et de mal estimer la capacité de réflexion des acteurs engagés. Ce qui conduit Contamin à s'interroger sur le rapport entre processus de cadrage et idéologies, et sur les processus de réception, d'appropriation et d'alignement des cadres dans une mobilisation. L'un des effets non négligeable de ces débats contemporains sur la dimension perceptuelle des mobilisations consiste à remettre sur le métier le concept canonique de répertoire d'action.

S'il est un outil théorique solide dans le champ des mouvements sociaux, c'est bien celui-là. Forgé par Charles Tilly dès la fin des années 1970, il a connu un succès considérable, de nombreuses extensions, en même temps qu'il a été utilisé de manière de plus en plus relâchée. Dans le chapitre qu'il y consacre, Olivier Fillieule revient aux sources de ce concept pour en donner une définition au plus près de la conception exigeante de Tilly, et propose ensuite plusieurs pistes de réflexion sur des dimensions négligées de la question des moyens de lutte, des déterminants de leur recours, de leur sens pour les acteurs

impliqués dans leur usage, de leurs effets multiples enfin sur les participants, les pouvoirs et les publics. Ici le retour à certaines intuitions de l'école dite du comportement collectif sur les logiques de la foule, l'attention renouvelée à l'espace concret et à la dramaturgie des modes d'action offrent des voies fertiles pour poursuivre le large sillon creusé par Tilly.

Isabelle Sommier de son côté rappelle que la question de la diffusion d'un mouvement social est bien antérieure aux années 1970 et donc à la RMT puis au processus politique à laquelle elle est souvent associée. Elle est en effet au cœur même des balbutiements du sous-champ disciplinaire mais interrogée au strict (et insuffisant) niveau de l'individu et non, comme ultérieurement, par le biais des groupes sociaux et des influences réciproques entre organisations. Aussi l'approche cyclique lancée par Tarrow va-t-elle permettre d'accomplir pendant plusieurs années un progrès considérable dans l'explication. Il n'en demeure pas moins qu'elle trouve elle aussi ses limites en raison de l'évacuation du temps long mais aussi des vecteurs individuels de circulation des mouvements sociaux obligeant à réinvestir dans l'analyse du comportement collectif. Le constat est analogue dans la contribution de Johanna Siméant qui s'attache à la littérature foisonnante consacrée depuis les années 1980 à un phénomène présenté comme radicalement nouveau : la transnationalisation des mouvements sociaux. L'auteure montre avec force combien cette vision est a-historique et s'inscrit dans les évolutions de la discipline qui a jeté aux oubliettes le mouvement ouvrier en particulier pour se focaliser sur le secteur des ONG.

Didier Chabanet et Marco Giugni enfin, cherchent à démêler ce que l'on peut appeler les effets, l'impact ou encore les conséquences des mouvements sociaux. Ce faisant, ils s'attaquent à une question longtemps délaissée par la littérature, mais qui depuis quelques années, notamment grâce à l'ouverture du dialogue entre sociologie des mouvements sociaux et sociologie des politiques publiques [Muller, Şurel, 1998 ; Lascoumes, Le Gallès, 2007], a connu un envol salutaire pour aujourd'hui se retrouver au cœur de la sociologie redécouverte des problèmes publics [Gusfield, 2009, 1996].

Les six chapitres suivants visent plus directement à désencastrer l'analyse des mouvements sociaux par la prise en compte d'autres approches assez largement occultées par la *contentious politics* ou abordées de manière très superficielle. Olivier Fillieule et Bernard Pudal s'attachent d'abord à explorer les logiques du militantisme. Il est frappant de constater que les agents sociaux acteurs des mobilisations ont été largement négligés tant par le paradigme du comportement

collectif que par le paradigme structuraliste qui lui a succédé, en raison de simplifications abusives bien peu attentives à l'épaisseur des logiques de l'action individuelle. C'est dans ce domaine du militantisme que la littérature européenne, tout particulièrement en Grande-Bretagne et en France, sous l'influence de la voie ouverte par Thompson [1966] aux historiens, d'une part et de la sociologie bourdieusienne de la représentation (au sens de porte-parolat) et de la délégation, d'autre part, a opéré une série de déplacements de problématique se traduisant par la mise en cause progressive du substantialisme et de la réification des collectifs, mais aussi, bien que plus tardivement, par le rejet des platitudes théoriques et empiriques propres aux conceptions *rational choice* de l'action. Mais surtout, les auteurs insistent sur le renouvellement profond ces dix dernières années de la sociologie du militantisme autour de la redécouverte des travaux s'inscrivant dans la tradition interactionniste de l'école de Chicago [Strauss, 1992 ; Becker, 1985 ; Gerth, Mills, 1954]. Le militantisme, pensé désormais comme activité sociale inscrite dans le temps, qui articule des phases d'enrôlement, de maintien de l'engagement et de défection, appelle un raisonnement en terme de « carrière », ouvrant la voie à la prise en compte de plusieurs dimensions essentielles des identités sociales. Fillieule et Pudal montrent enfin que la perspective des carrières est sans doute la mieux armée pour penser les relations entre individus et institutions, à partir d'une attention aux modalités du processus de *socialisation institutionnelle*, c'est-à-dire à l'acquisition de « savoir-faire » et de « savoir-être », à l'incorporation d'une vision du monde (idéologie) et à la restructuration des réseaux de sociabilité, en lien avec la construction des identités individuelles et collectives (réseaux sociaux et identités). Dans ce domaine, ce sont les approches qualitatives à sensibilité ethnographique qui se révèlent les plus aptes, à partir du constat de l'irréductible hétérogénéité des collectifs, à penser le travail militant et sa division sociale.

Dans son chapitre sur l'approche « affectuelle » des mouvements sociaux, Isabelle Sommier souligne à la fois l'importance de la question du registre émotionnel dans la participation politique dite non conventionnelle, en même temps qu'elle pointe un certain nombre de limites des approches présentées Outre-Atlantique. En ce domaine peut-être plus qu'en d'autres encore, apparaissent l'urgence du décloisonnement disciplinaire mais aussi l'originalité des travaux français conduits sur des sujets considérés à tort comme connexes à la sociologie des mouvements sociaux (sur la violence en particulier) ou menés au moyen de méthodes qualitatives qu'une partie des collègues anglo-saxons tiennent pour artisanales, voire peu scientifiques. À la suite,

Michael Voegtli explore une notion centrale et particulièrement amollie par ses usages multiples : l'identité. Il montre comment l'étude de l'identité collective peut éviter les apories de l'approche du choix rationnel où prédomineraient calculs et intérêts dans le déroulement de l'action collective, de même que celles de l'approche de la mobilisation des ressources, principalement centrée sur l'organisation, à partir des acquis revisités des théoriciens des « nouveaux mouvements sociaux », au premier rang desquels Melucci. Son propos s'articule autour de trois questions canoniques : la place de l'identité collective dans la constitution du groupe ; le travail identitaire effectué dans et par les collectifs, reposant sur les logiques d'identification au groupe, sur le renforcement de l'entre-soi et sur les dimensions stratégiques de l'identité collective dans la lutte politique ; la manière dont peut être appréhendé l'impact des individus sur l'entreprise de mouvement social de même que les effets de celle-ci sur les militants.

Les usages du droit par les mouvements sociaux constituent un autre aspect délaissé par les théoriciens de la *contentious politics*. Eric Agrikoliansky montre pourtant que le recours à la légalité et à l'action juridique n'est pas l'apanage des *lobbies* ou des groupes d'intérêt mais constitue une forme d'action cruciale pour nombre de mouvements sociaux. D'abord, parce que les protestataires peuvent se saisir de la légalité pour retourner contre l'État, ou leurs adversaires, la force du droit, qui n'est en ce sens pas qu'un instrument de domination, mais aussi une voie de subversion de la domination. Ensuite, parce que le recours au langage du droit et la saisie du judiciaire représentent de puissants instruments de construction et de publicisation des causes, permettant d'explicitier des griefs, d'interpeller des responsables et de diffuser des revendications. Comprendre les usages du droit implique cependant aussi d'en cerner les limites. Celles qui reflètent les risques que prennent les profanes en entrant dans l'univers du droit ; mais aussi les contraintes qui conditionnent la possibilité même de s'en saisir. La structure des systèmes juridiques nationaux et internationaux constitue en ce sens un élément central d'explication de la disponibilité du droit, tout comme la propension des professionnels du droit à endosser des causes protestataires, questions qui renvoient à une sociologie des champs juridiques et du *cause lawyering*.

Dans l'avant-dernier chapitre de l'ouvrage, Erik Neveu s'intéresse à la dimension communicationnelle des mobilisations collectives, laquelle, souligne-t-il, prend des formes socio-historiquement variables. Partie intégrante des « répertoires » d'action, elle est tributaire de données de morphologie sociale affectant d'autres volets de ces répertoires (alphabétisation, urbanisation, réseaux de communication).

Constat qui nous ramène à des éléments abordés au chapitre 4 et interroge la pertinence de la thèse d'un troisième répertoire, notamment du fait de l'introduction de nouvelles techniques comme l'Internet. Au-delà, l'auteur construit son texte autour de trois questions articulées : d'une part, il essaie de cerner le jeu d'associés-rivaux par lequel groupes mobilisés et journalistes luttent et coopèrent pour le contrôle de la mise en récit de leurs actions. Ce faisant, il dépasse les analyses médiacentriques avançant *a priori* l'idée d'une toute puissance des médias. Dans une seconde étape, il propose de dépasser la figure du « duel » entre mouvements et journalistes pour prendre en considération la complexité du travail des rédactions, la chaîne complète des acteurs, parfois peu visibles, ayant à voir avec la fabrication des nouvelles. Il démontre à quel point la sociologie des mouvements sociaux a tout à gagner au décloisonnement disciplinaire, en intégrant, dans le cas d'espèce, le vaste champ des *media studies*. Dans une troisième étape, il revient au cœur des questions propres à l'analyse de l'action collective en montrant comment les médias, dans certaines circonstances, peuvent être des alliés et offrir des opportunités aux groupes mobilisés.

C'est encore à une vaste entreprise de décloisonnement qu'invite Michel Offerlé dans un dernier texte consacré aux croisements entre discipline historique et sociologie des mouvements sociaux. Là encore, c'est à partir de ce lieu de rencontre que constitue le concept de répertoire d'action que s'articule la réflexion, qui entend montrer à la fois les apports spécifiques de la littérature historique tant du point de vue de ses résultats empiriques que de ses méthodes de travail aux questions que se pose la sociologie de l'action collective. À ce travail d'hybridation et d'emprunts contrôlés, les chercheurs hexagonaux sont particulièrement préparés du fait de l'émergence et du développement d'une manière de faire des sciences sociales particulièrement nourrie des apports de la socio-histoire [Buton, Mariot, 2009] et capable de dialoguer avec une science sociale historique dont Tilly a constamment défendu les couleurs sans être toujours entendu de ses collègues [Tilly, 1981, 1984b, 2008b].

Au terme de ce bref avant-propos, nous ne pouvons que formuler le vœu que le lecteur trouve dans cet ouvrage un instrument pratique pour aborder la sociologie des mouvements sociaux en même temps que matière à aiguïser son sens critique, à remettre sur le métier de vieilles questions en de nouveaux termes et à en poser de nouvelles. Espérons l'objectif atteint, objectif auquel de nombreuses personnes ont pris part. En tout premier lieu ceux et celles qui ont participé aux débats de la

table-ronde organisée sous notre égide lors du congrès de l'association française de science politique qui s'est tenu à Lyon en 2005 et qui, s'ils ne pouvaient être tous réunis ici, ont nourri la réflexion de leurs contributions écrites et orales. En second lieu, le vaste collègue invisible auquel les auteurs se sont adressés pour faire relire et amender leurs contributions. En troisième lieu, et avec une reconnaissance toute particulière pour son engagement sans faille dans tous les projets passés et présents de notre petite troïka, Catherine Bailleux, au CRPS. Un grand merci enfin à Hugues Jallon et François Gèze aux éditions La Découverte, pour la confiance accordée et le maintien d'un cap exigeant en matière d'édition scientifique, en ces temps que Léo Ferré auraient volontiers qualifié de « difficiles ».